

# le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

*La Confédération, c'est bien connu, est habitée par le complexe du petit, qui compense sa courte taille par des comportements propres à attirer l'attention sur lui et à lui valoir la considération des «grands».*

*D'autre part, elle n'aime rien tant que les stratégies à long terme.*

*Aussi a-t-elle élaboré une «Stratégie énergétique 2050» qui devrait remplir de joie le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les acteurs des conférences internationales sur le climat.*

*La première manifestation de cette fameuse stratégie est une révision complète de la loi sur l'énergie (LEne).*

*La nouvelle loi, «qui vise à réduire la consommation d'énergie, à améliorer l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables»<sup>1</sup>, sera soumise au peuple le 21 mai, le référendum lancé ou soutenu par divers partis et associations ayant abouti.*

*Il est fort probable, à en croire les sondages, que la nouvelle (LEne) sera approuvée par les citoyens. Ce n'est pas étonnant.*

*Le débat sur le réchauffement climatique et ses causes étant largement étouffé, les gens jugent en majorité inéluctable la catastrophe qu'on leur prédit si des mesures draconiennes ne sont pas prises en matière d'économies d'énergie et de renouvellement des ressources énergétiques, mesures qui passent par la suppression, à terme, des centrales nucléaires.*

*Les réserves qu'on peut émettre à propos de cette loi s'appliquant évidemment à toute la «Stratégie énergétique 2050», nous nous concentrerons sur cette dernière. D'autre part, nous évitons les aspects techniques, économiques et financiers, faute de compétences. Mais il y a d'autres choses à considérer.*

*La «Stratégie énergétique 2050» voit beaucoup trop loin et postule que l'évolution du climat et celle des ressources énergétiques sont connues et fixées une fois pour toutes. Elle part du principe que les dogmes à prétention scientifique du GIEC constituent des vérités irréfutables, en dépit des voix «sacrilèges», mais crédibles, qui s'élèvent pour contester la validité de ces axiomes. D'ailleurs, ces voix, on les étouffe, on les condamne ou on les ignore, au lieu de leur répondre. N'aurait-on donc rien à rétorquer à des scientifiques qui contestent ou, à tout le moins, minimisent le rôle de l'homme dans le changement climatique?*

*La «Stratégie énergétique 2050» se veut globale, quand bien même elle sera introduite par étapes. Sa démarche est donc l'inverse de ce qui devrait se faire. Certes, gouverner c'est pré-*

*voir. Encore faut-il pouvoir faire preuve de prévoyance dans des délais qui permettent de corriger les erreurs d'appréciation, de s'adapter à des circonstances nouvelles ou de changer carrément son fusil d'épaule en cas de besoin, sans devoir modifier à tout bout de champ la stratégie et la loi.*

*Le Conseil fédéral souhaite réduire notre dépendance à l'égard de l'étranger en promouvant les énergies renouvelables indigènes. Voilà un but auquel peut adhérer même un «climatosceptique», surtout s'il est partisan d'une défense nationale forte. En effet, en cas de conflit, une autarcie énergétique serait des plus précieuses. Mais alors, il faudrait refaire de l'armée suisse une institution apte à défendre l'indépendance du pays, ne serait-ce que par souci de cohérence.*

*Il nous paraît que, dans l'état actuel des choses, il est urgent d'abandonner une stratégie élaborée dans la précipitation à la suite de l'accident de Fukushima, qui avait fait perdre les pédales à Mme Doris Leuthard et à ses collègues, suivis immédiatement par le Parlement.*

*Nous voterons «non» à la LEne, conséquence d'une «Stratégie énergétique 2050» issue de la panique et de la soumission à l'énergétiquement correct.*

Mariette Paschoud

<sup>1</sup> Explications du Conseil fédéral sur la votation du 21 mai, p. 3

## Au courrier

(...)

*Après avoir abandonné l'édition papier, le **Pamphlet** est maintenant en ligne, sous la forme d'une newsletter.*

*L'usage d'internet rend possible une interaction avec les lecteurs. Pourquoi les articles ne sont-ils pas ouverts à commentaires?*

*Je suis bien conscient que cela comporte deux risques: celui d'avoir à souffrir de banalités et bêtises ou d'invectives peu salubres, et d'autre part de ne concerner qu'un très petit nombre de participants qui forment une tribu fermée peu accueillante pour des avis disjoints. (...) Mais il me semble possible d'organiser les réactions afin de minimiser ces risques, surtout pour une publication qui a vocation à créer la controverse.*

*J'aurais peut-être écrit à propos de l'éditorial sur le service civil que rendre attractif le service militaire est une tâche impossible dans la mesure où l'objectif est de ne pas s'en servir. Et que, même en temps de guerre, c'est l'ennui et l'attente qui sont le sort du soldat, même si les généraux se distraient dans leurs caisses à sable. Indispensable, il ne peut qu'être obligatoire, alors que le service civil tient de l'engagement personnel. On compare donc pommes et poires.*

*Et, à propos de l'article catho<sup>1</sup>, j'aurais fait remarquer que même **The Economist** pose la question: «is the pope Catholic?» (édition du 16 mars).*

M. de R.

<sup>1</sup> *Le Pamphlet* n° 463, *Ambiguités délibérées* par Michel de Preux, ndlr.

\*\*\*

(...)

«Service civil» contre service armé? – Le sacrifice (très modique) en sueur ne saurait décemment être placé sur pied d'égalité avec le sacrifice en sang. Ce dernier est souvent définitif.

Au moment de la sinistre et hautement néfaste (et tout sauf «innocente» car déjà «désarmante») «réforme Oswald», j'avais rencontré le commandant de corps Roch de Diesbach – qui venait de quitter ses fonctions – pour lui exprimer mon sentiment qu'on trahissait notre pays à Berne. Il avait été surpris par mes observations, mais il en avait pris note. C'était il y a... quarante-quatre ans! («Comme le temps passe...», aurait sans doute ajouté le lieutenant Brasillach.)

L'ami Roch est mort depuis longtemps... mais mon intuition d'alors n'a cessé de se voir confirmer à mesure de temps, au gré des événements... et des (in/non-)décisions «fédérales».

(...)

M.-H. H.

\*\*\*\*\*

## Moi candidat...

Les Français s'apprêtent à choisir leur nouveau souverain – parmi la poignée de candidats qu'on veut bien leur présenter. Les médias ne parlent que de cela, avec un ravissement déconcertant. En deçà du Léman, les Vaudois s'apprêtent à élire leur nouveau parlement. A chaque coin de rue, les notables locaux affichent en trois exemplaires leurs sourires empruntés et leurs slogans patauds. C'est la saison des élections.

Je ne suis pas démocrate. Je m'en félicite chaque jour davantage en assistant à cette valse de médiocres prétendants, qui multiplient courbettes et promesses dans l'espoir d'accéder à un pouvoir que la plupart d'entre eux n'envisagent que sous l'angle du prestige et des honneurs, en repoussant à un futur indéfini toute réflexion quant aux responsabilités qui s'y rattachent.

Je ne suis pas démocrate... et pourtant, lorsque j'entends ces politiciens français réciter leur programme présidentiel, je me prends parfois à rêver de ce que je dirais, moi, si j'étais à leur place; de ce que je ferais si j'étais moi-même candidat. Quelles promesses ferais-je? Quel serait mon programme?

Transformer complètement la société, brutalement, pour qu'elle corresponde enfin à mon idéal? Chasser ou embastiller tous ceux dont le comportement est contraire à mes principes, ou dont la tête ne me revient pas? Décréter comment les gens doivent vivre, comment ils doivent être? Leur coller des badges avec ce slogan: «Ressemble à mes potes ou barre-toi»? Plaisant projet, mais dont je ne suis hélas pas sûr qu'il séduise une majorité d'électeurs. Et puis, sa réalisation déclencherait probablement une quasi-guerre civile et nécessiterait un pouvoir dictatorial. Je ne réprovoque pas *a priori* la dictature, mais je crains que ce ne soit jamais un régime durable. Les dictatures tentent généralement d'imposer de nombreux changements, puis finissent par en déclencher d'autres, involontairement, qui les anéantissent. Moi, je n'aime pas les changements. La société dont je rêve est stable et paisible, l'évolution y est lente, pour laisser à chacun le temps de s'y adapter. A quoi bon évoluer si l'on n'a jamais le temps de profiter d'une évolution avant de subir la suivante? Et puis, je n'aime pas beaucoup me mêler des affaires des autres;

d'abord parce que ça ne m'intéresse pas, ensuite parce que j'ai horreur que d'autres se mêlent de mes affaires.

En fait, plus j'y réfléchis, plus je me dis que mon programme consisterait à promettre à mes concitoyens d'*en faire le moins possible*; de me faire discret et de ne prendre aucune décision qui ne soit absolument indispensable; de n'adopter aucune nouvelle loi ni aucune nouvelle réglementation sans impérieuse nécessité; de gérer les affaires courantes en veillant à l'ordre public et à l'absence de guerre et, pour le reste, de laisser vivre les gens comme ils l'entendent tant qu'ils ne troublent pas l'ordre public; de les laisser vaquer à leurs occupations sans les harceler avec d'incessants changements.

Il y a comme un paradoxe: la plupart des candidats, qui se sentent pourtant relativement à l'aise dans la société actuelle, promettent, dans leur programme, de changer le monde. Moi qui n'aime pas le monde moderne et qui rêve d'une société différente, je promettrais plutôt de changer le moins de choses possible. Car le changement est un facteur de désordre, de tensions, de conflits, de frustrations, d'inquiétudes. Et lorsqu'un changement est nécessaire, il se fait de toute manière sans l'aide de la politique. La société change, la technique change, les métiers changent; la politique, elle, doit être un facteur de stabilité.

Bien sûr, il y aurait beaucoup à faire pour rendre la société plus saine. Mais ce qui doit changer changera lentement, progressivement, par persuasion plutôt que par interdictions ou obligations. Il faut poser les bons jalons, pousser la société dans une meilleure direction, mais avec douceur et délicatesse, pour ne pas la diviser ni la braquer, et pour que l'amélioration soit profonde et durable.

En résumé: *votez pour moi et je vous ficheraï une paix royale!*

Royale? J'ai écrit ce mot sans y penser... Mais voilà peut-être l'essence d'un bon programme politique!

*Pollux*

\*\*\*\*\*

## Ne dites pas...

Ne dites pas: «Toutes les races, toutes les religions, toutes les orientations sexuelles et toutes les idées doivent être placées sur un même pied d'égalité, sauf les opinions selon lesquelles toutes les races, toutes les religions, toutes les orientations sexuelles et toutes les idées ne doivent pas être placées sur un même pied d'égalité.». Dites: «Toutes les races, toutes les religions, toutes les orientations sexuelles et toutes les idées doivent être placées sur un même pied – ou sur un pied d'égalité –, sauf les opinions selon lesquelles toutes les races, toutes les religions, toutes les orientations sexuelles et toutes les idées ne doivent pas être placées sur un même pied – ou sur un pied d'égalité.»

*Le pinailleur*

\*\*\*\*\*

## «No Billag»

L'initiative *Oui à la suppression des redevances radio et télévision*, appelée aussi «No Billag», va être soumise au peuple et aux cantons, puisqu'elle se présente sous forme d'une modification constitutionnelle.

Comme il fallait s'y attendre, elle a suscité une forte opposition non seulement de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), mais aussi du Conseil fédéral, du Conseil des Etats unanime et du Conseil national. Le monde politique n'aime pas le changement.

L'argument essentiel en faveur du rejet de l'initiative est que «la suppression des redevances de réception ne permettrait plus ni à la SSR, ni aux diffuseurs privés de remplir leur mandat. La diversité de l'offre et des opinions s'en trouverait fortement réduite. Or la Suisse a besoin d'un service public de qualité dans toutes les régions linguistiques».

Un tel argument est pour le moins insolite: en s'attaquant à un quasi-monopole de l'information, on provoquerait une forte **réduction de la diversité de l'offre!** Un enfant de douze ans s'apercevrait qu'on se moque de lui.

La réalité est plus simple: actuellement, la radio et la télévision sont dans les mains d'une société (privée), la SSR, financée à plus de 90 % par la Confédération, par le truchement de la célèbre *redevance* obligatoire payée à Billag. Les 451,10 francs encaissés par ménage par Billag sont versés à la SSR (1,235 milliard) et le reste, quelques miettes, à trente-quatre radios locales.

Quelles seraient les conséquences d'une acceptation de l'initiative? La mort de la SSR, comme l'affirme son nouveau directeur Pascal Crittin?

Le comité d'initiative s'exprime comme suit:

*L'initiative No-Billag ne demande pas la suppression de la SSR – contrairement à ce qui est prétendu de manière malhonnête – mais seulement la suppression de la coercitive redevance Billag. La SSR n'est pas mentionnée dans le texte d'initiative. Si l'initiative est acceptée, la SSR devra se financer de façon autonome, comme la large majorité des entreprises de notre pays. Si une demande pour leurs divers programmes existe, la SSR ne devrait point avoir de peine à rencontrer le succès nécessaire pour continuer d'exister. La SSR pourrait se financer, en plus de la publicité, par la mise en place d'un abonnement payant.*

Si l'initiative était acceptée, ce ne signifierait pas la mort de la SSR, mais une profonde réorganisation de ses structures, de sa hiérarchie, de ses objectifs, de ses ambitions et de la rétribution de ses dirigeants.

La radio et la télévision **d'Etat**, c'est-à-dire financées presque exclusivement par l'Etat, sont-elles réellement un *service public*, comme le sont la police, l'entretien des routes ou le financement des écoles? On admet que les routes et les écoles doivent être financées par les impôts de chacun, même de ceux qui n'ont pas d'automobile et pas d'enfants. La radio et la télévision doivent-elles être payées par ceux qui n'écoutent pas, ne regardent pas, au motif qu'ils possèdent chez eux un appareil (généralement un ordinateur) qui leur permettrait d'accéder à ces services?

Est-il bien raisonnable que je finance une entreprise de presse qui gère dix-sept radios et sept chaînes de télévision, alors même que je n'écoute que *La Première* le matin et *RTSI* certains soirs? Pourquoi ma redevance doit-elle servir principalement à acheter des droits de retransmissions sportives, alors même que je ne regarde aucun sport à la télévision?

La SSR est semblable à un diététicien qui aurait convaincu le Conseil fédéral de faire livrer à chaque ménage suisse, chaque semaine, et moyennant une redevance fixe, un panier de nourriture équilibrée, comprenant viandes, fruits et légumes en quantité idéale. Un cocktail parfait de lipides, de glucides et de vitamines. Voilà *un service public de qualité!*

Et que le végétarien ne vienne pas exciper de sa non-consommation de viande pour obtenir un rabais: s'il reçoit le panier, il **pourrait** le consommer. Tant pis pour lui s'il n'en profite pas entièrement!

Si l'information en général et notamment la presse sont des éléments indispensables à la formation de l'opinion, ce rôle de service public est assumé par l'ensemble des médias, et non par la SSR exclusivement. Chacun doit être libre de s'abonner aux sources qu'il veut privilégier. Je regarde les chaînes de télévision françaises, en sachant qu'elles appartiennent toutes à une dizaine de milliardaires amis de MM. Sarkozy, Fillon et Macron. Je lis le *Canard enchaîné* chaque mercredi matin, qui n'est pas à la solde des annonceurs; je lis chaque semaine l'*Antipresse*, les *Observateurs*, *Domaine public* et quelques autres; je peux m'abonner à *Mediapart* comme je m'abonnerais, si la SSR devenait un fournisseur privé d'émissions payantes, aux émissions politiques et aux retransmissions d'opéras italiens.

Je défends la même vision pour l'enseignement, et j'ai soutenu le principe du bon scolaire. J'approuve le principe de la vignette autoroutière qui n'est obligatoire que pour ceux qui fréquentent les autoroutes.

Je voterai **oui** à la suppression de la redevance!

*Claude Paschoud*

\*\*\*\*\*

## Vilains Suisses mal nourris

L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) s'intéresse à nos assiettes. Par l'intermédiaire de l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Lausanne (IUMSP), il a mené pour la première fois une enquête «nationale» sur l'alimentation en Suisse, enquête baptisée *menuCH*. Ce qu'il a découvert est fort inquiétant si j'en crois son communiqué de presse du 16 mars<sup>1</sup>: les Suisses, entre autres péchés alimentaires, mangent trop de viande, ne consomment pas assez de produits laitiers et absorbent des quantités déraisonnables de sucre, d'amuse-bouches salés et de beurre.

Bien entendu, toutes ces affirmations reposent sur des chiffres. Les Suisses avalent en moyenne 780 grammes de viande par semaine, alors qu'ils ne devraient pas en manger plus de 240. Leur consommation de produits laitiers quotidienne n'est que de deux portions au lieu de trois et ils mangent quatre fois plus de sucre, d'amuse-bouches salés et de beurre qu'ils ne le devraient.

Le premier Suisse venu, prenant connaissance de ces alarmantes nouvelles, se demande sur quoi on se fonde pour énoncer des chiffres aussi précis. La réponse nous est donnée indirectement: «77 % des personnes interrogées ont déjà entendu parler de la pyramide alimentaire suisse

et des recommandations nutritionnelles élaborées conjointement par la Société Suisse de Nutrition et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV).»

C'est donc sur leurs *propres recommandations* que ces gens s'appuient pour tancer les Suisses qui mangent trop de viande, ne boivent pas assez de lait ou manifestent un penchant un peu trop affirmé pour les sucreries.

Toutes ces prétendues *recommandations* reposent certainement sur d'innombrables études toutes plus érudites et scientifiques les unes que les autres. Il serait donc malséant de mettre en doute le sérieux des spécialistes en diététique et de l'office fédéral qui surveillent la santé des Suisses, que cela plaise à ces derniers ou non.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit: «Les résultats de l'enquête sur l'alimentation menuCH aident à affiner la stratégie de nutrition adoptée en Suisse pour les années à venir (2017-2024). La stratégie de nutrition a d'ores et déjà pour objectif que tous les Suisses se nourrissent sainement et de manière durable en fonction de leurs conditions de vie et de leurs compétences propres et adoptent un mode de vie sain.»<sup>2</sup>

On voit poindre dans ce discours pompeux le nez des tyrans de la correction diététique.

Vous n'aimez pas le sport? Vous ferez du sport! Vous aimez les pâtes? Vous mangerez des épinards, des carottes et du fenouil! Vous aimez les truffes au chocolat? Vous mangerez des pommes et des oranges!

C'est ainsi que vous démontrerez combien la stratégie de nutrition étatique est efficace et durable. Les générations futures vous béniront aux siècles des siècles. Amen.

M.P.

<sup>1</sup> <https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/dokumentation/nsb-news-list.msg-id-66016.html>.

<sup>2</sup> <https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/lebensmittel-und-ernaehrung/ernaehrung/menuch/menu-ch-ergebnisse-ernaehrung.html>.

\*\*\*\*\*

## De Gaulle

On a dit de la droite française qu'elle était la plus bête du monde. Si ce n'est évidemment pas le cas de ses penseurs les plus célèbres, Bonald, Joseph de Maistre ou Charles Maurras, entre autres, ce le fut à coup sûr des Français d'Algérie et de l'armée, de quelques officiers généraux, dont le fondateur de la V<sup>e</sup> République se moqua ouvertement en les qualifiant de «quarteron de généraux en retraite» (Schalle, Jouhaud, Zeller et Salan, auteurs du fameux «putsch d'Alger»).

Et pourtant tous étaient avertis par De Gaulle en personne, pour peu qu'ils aient fait l'effort de lire son essai *Le Fil de l'épée*, dans lequel il écrivit ceci: «L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse»... Son accès au pouvoir en 1958, appelé par Salan, les méandres de sa politique algérienne, où la duplicité ne faisait certes pas défaut, masquaient, dans le sillage de la résistance et de l'appel de juin 1940 à Londres, sous un langage fièrement patriotique, un machiavélisme terrifiant. On se souvient du fameux «Je vous ai compris» prononcé à Alger pour enliser l'affaire algérienne tout en donnant provisoirement l'apparence de défendre l'Algérie française!

De Gaulle, certes, voyait juste lorsque, se référant à la démographie, il constatait que huit millions d'Algériens de souche, tous musulmans, ne pouvaient devenir Français sans déstabiliser à terme la métropole. Toutefois, voyant clair, De Gaulle a différé le problème de l'immigration d'Afrique en France, mais il ne l'a en rien résolu! Ce problème intéresse désormais l'Europe entière. Mais la motivation de son action politique, soigneusement cachée à l'époque, notamment par la recherche d'une victoire militaire sur le FLN en Algérie, finit tout de même par se révéler dans son cynisme lors des accords d'Evian.

Son comportement à l'égard des harkis (Algériens de souche berbère ou arabe ayant combattu aux côtés des Français de souche et de l'armée française) fut d'une immoralité consommée. Il les abandonna au massacre en Algérie et, pour ceux qui avaient pu fuir en métropole, les confina dans de véritables ghettos infamants.

Où est l'honneur d'une nation qui traite de la sorte ceux qui consentirent à verser leur sang pour elle? De Gaulle, figure historique et moderne de l'honneur national, a néanmoins terminé sa carrière politique en léguant à la France un discrédit qui lui interdira longtemps encore de s'ériger en moteur de l'histoire et en exemple de grandeur dans l'action politique.

De Gaulle a légué à son pays le vide spirituel dans l'action publique d'un Etat, l'indifférentisme moral, sous un patriotisme de façade par un usage aussi habile que constant du verbe haut, qui n'a jamais cessé de faire impression.

*Michel de Preux*

\*\*\*\*\*

## L'étrange succès de Trissotin

«On cherche ce qu'il dit après qu'il a parlé»  
Molière: *Les Femmes savantes* II/7

M. Emmanuel Macron est au monde politique ce que Trissotin fut au théâtre de Molière: un rhéteur bavard et inculte, capable néanmoins d'éblouir les imbéciles par des formules ampoulées et absconses.

M. Macron est un pur produit de consommation courante à l'usage des foules décervelées par un marketing qui prend soin de s'adapter chaque jour aux nouvelles tendances du marché. Ce n'est pas par hasard que le candidat du mouvement *En Marche* n'a publié que fort tard une ébauche de programme. Il fallait d'abord que ses conseillers en communication analysent ce que la plèbe souhaitait entendre.

Dans le slogan *En Marche*, le graphisme du **E** et celui du **M** sont identiques à ces mêmes lettres dans sa signature, celle d'un enfant de cinq ans tout fier d'avoir réussi sa ligne de bâtons au cours de calligraphie.

Analysez ses interventions orales, dans ses meetings ou lors de l'affrontement entre les cinq candidats sélectionnés par **TFI**, relisez ses tweets. Habilement, il ne promet rien, mais marque ses bonnes intentions par des «je veux...» qui soulignent sa détermination.

**Je veux redonner à chaque Française et chaque Français confiance en eux... je veux bâtir avec vous une France nouvelle, qui innove, recherche, crée et vit, je veux passer avec vous un**



*contrat de droits, de devoirs, et de responsabilités, je veux remettre la transmission des savoirs fondamentaux, de notre culture et de nos valeurs au cœur du projet de notre école et de nos universités, je veux simplifier le droit du travail, et réformer l'assurance chômage pour en faire un droit, je veux moraliser et responsabiliser la vie publique, et renouveler la représentation nationale, je veux assurer la sécurité, faire respecter sans concession notre laïcité, restaurer partout l'autorité de l'Etat et dans l'Etat, garantir l'indépendance de l'autorité judiciaire.*

N'importe qui peut souscrire à un tel programme, auquel il manque juste la volonté d'éradiquer la pauvreté et la maladie dans le monde entier, la promesse d'accession à la richesse et au bonheur pour tous, la retraite à quarante-deux ans et le soleil garanti pendant les vacances.

Rien n'est documenté, chiffré, estimé. Rien n'est concret. Les mesures envisagées coûteraient des milliards et on ignore où on pourrait les trouver dans un pays dont la dette publique atteint presque le 100 % du produit national.

Mais ces vulgaires contingences matérielles sont sans importance pour le cortège de benêts qui suivent le joueur de flûte au physique de gendre idéal. Chez Rothschild, il n'a rien appris, puisqu'après y avoir gagné des millions, sa fortune actuelle est inférieure à celle de Mélenchon. Ses compétences en géographie ne sont pas meilleures: il croit que Villeurbanne est une banlieue de Lille et il pense que la Guyane est une île.

En fait, il ne dit rien parce qu'il n'a rien à dire. Il est la marionnette du grand capital international et de l'économie globalisée dont il serait le *gauleiter* pour la France si les électeurs se laissaient charmer par ses allures de premier de classe et par ses formules creuses.

Que Dieu protège nos voisins d'un tel président!

C.P.

\*\*\*\*\*

## **Inquiétant Donald Trump!**

Je m'étais réjoui de l'élection de M. Donald Trump à la tête des Etats-Unis d'une part parce que sa victoire était aussi la défaite de Mme Clinton, la politicienne la plus corrompue, la plus cynique et la plus néfaste des cinquante dernières années, mais aussi en raison du slogan «America first», qui m'avait paru promettre la renonciation du nouveau président à vouloir imposer les conceptions américaines dans le monde entier.

Le bombardement d'un site militaire syrien, ordonné sans mandat de l'ONU et sans l'aval du Congrès, sur la seule foi de rapports non vérifiés mettant en cause les forces gouvernementales syriennes dans l'usage de gaz de combat, est une très mauvaise nouvelle.

Cette réaction épidermique, avant toute enquête sérieuse, est le signe d'une perte de maîtrise inquiétante pour l'équilibre des forces et la paix dans le monde. On pardonne à la femme caressée dans le métro de gifler le premier mâle à sa portée qui aurait pu être l'auteur des attouchements. On attend mieux du président des Etats-Unis.

On croyait que le cerveau du président était occupé par Steve Bannon, disciple du nationalisme intégral de Charles Maurras. Il semble aujourd'hui squatté par M. Jared Kushner, gendre juif orthodoxe du président et lobbyiste pro-israélien; ce qui tend à démontrer, comme le dit Alain Finkielkraut dans son émission *L'Esprit d'escalier*, que ce cerveau est vide.

Ce qui n'est pas moins inquiétant, c'est la jubilation des journalistes *de grands chemins*, comme les appelle malicieusement Slobodan Despot, et la gourmandise avec laquelle ils accusent M. Bachar El Assad d'un crime affreux qui ne pouvait nullement lui profiter, sur la seule foi des allégations de deux organisations hostiles au chef de l'Etat et plus ou moins liées aux terroristes, les *Casques blancs* et l'*Observatoire syrien des droits de l'homme*.

Ce qui n'est pas rassurant non plus, c'est l'amnésie sélective à géométrie variable de toutes les belles consciences qui ont oublié les bombardements de Dresde et de Hambourg, les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les gaz défoliants (agent orange) sur le Vietnam, le pillage de la Serbie, de l'Irak, de la Lybie... et de la bande de Gaza par des bienfaiteurs de l'humanité qui n'ont évidemment rien de commun avec le boucher de Damas.

Lorsque M. Trump se présentait en restaurateur de la fierté américaine, il était crédible. En professeur de vertu pour le monde entier, il est grotesque.

*C.P.*

Source: <http://www.claude-paschoud.ch/blog/?p=266>.

\*\*\*\*\*

## Bricoles

### **Le relativisme me sort par les trous de nez**

Avoir des opinions tranchées est de nos jours très mal vu. Dites en public que vous estimez que l'islam est une religion dangereuse pour notre civilisation et vous être immédiatement agressé par une bande de braves gens tolérants qui vous taxent de fascisme. Dites que le pape ferait mieux d'aller planter des choux tant il semble peut enclin à protéger les fondements du catholicisme et vous tomberont dessus tous les non-croyants qui le trouvent fantastique de tolérance et d'humanisme.

Le prochain qui me dit que toutes les vérités se valent, je lui mets un pain. La vérité est par définition unique, sans quoi elle n'existe pas. Et si toutes les opinions se valent, il ne sert à rien d'en avoir une, autant retourner s'abrutir de télé réalité en se gavant de bouffe industrielle.

Bonne chance! (*xs*)

## «Champignaquerie»

Dans *Lausanne Cités* des 15-16 mars, M. Philippe Kottelat, rédacteur en chef, s'inquiète de l'importance financière du marché de la drogue, qui «explique sans doute en partie les difficultés que rencontrent les polices suisses à juguler ce type de trafic, l'Hydre de Lerne renaissant sans cesse de ses cendres (...)».

Comme ne manquerait pas de le dire le maire de Champignac, culture, littérature et exactitude sont les deux mamelles qui sèment le pain dont *Lausanne Cités* abreuve ses lecteurs!

Fort heureusement, la petite erreur de M. Kottelat ne saurait constituer la goutte d'eau qui met le feu aux poudres. (*mp*)

## Pas de quoi fouetter un chat

Les Suisses se prononceront le 21 mai pour ou contre la nouvelle loi sur l'énergie (LEne), conséquence de la «Stratégie énergétique 2050» concoctée par la Berne fédérale.

Ce projet, qui passe par la sortie du nucléaire, coûtera fort cher, cela va de soi. Mais qu'on se rassure: de l'avis de la conseillère fédérale Doris Leuthard, dont le jugement est toujours très sûr, comme on l'a vu dans l'affaire du cassis de Dijon, «le soutien aux énergies vertes, fortement critiqué, n'amputera les ménages que de quarante francs par mois, un montant tolérable».

En réalité, *20 minutes* du 22 mars propage une information erronée: il s'agit de quarante francs par **année**.

Mais nous nous trouvons devant une évaluation et personne n'est obligé de croire que cette somme correspond à la réalité ni, surtout, qu'elle n'augmentera pas dans des proportions considérables au fil du temps.

Les Suisses n'ont pas oublié l'optimiste conseillère fédérale Ruth Dreifuss, à qui nous devons l'assurance maladie obligatoire. Chaque année, cette brave dame jugeait supportable la hausse des primes de ce symbole du progrès social. (*mp*)

## Zèle féministe

Pour faire de la publicité à la Marche des femmes qui devait se dérouler le samedi 18 mars à Zurich, la présidente de la Jeunesse socialiste suisse Tamara Funicello a publié sur internet une photo d'elle et de quatre autres femmes, seins nus, dixit la presse – en fait, elles se sont heureusement débrouillées pour qu'on ne voie pas leur poitrine –, en train de brûler des soutiens-gorge.

Ce *signal fort* a déclenché, comme il se doit, des commentaires plus ou moins ironiques et de plus ou moins bon goût sur les réseaux sociaux. Les cinq militantes du droit de la femme à se montrer vulgaire et indécente ne s'en sont pas offusquées outre mesure.

En revanche, et bien que ne figurant pas sur la photo, la Zougoise Jolanda Spiess-Hegglin, membre du Grand Conseil de son canton, en a été toute retournée. En sa qualité de dirigeante d'une association d'aide aux victimes de harcèlement par internet – *cybermobbing* pour les intimes –, elle a annoncé son intention de déposer des plaintes contre les imprudents qui ont attenté à l'honneur des valeureuses dépoitraillées ou même proféré des menaces de viol à leur endroit.

On sait que certains commentaires publiés sur les réseaux sociaux volent très, très bas. Mais, en l'occurrence, n'y avait-il pas au moins un début de provocation? (*mp*)

## Un homme neuf

Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) vient d'élire à sa tête, à l'unanimité, l'ex-président du Parlement européen Martin Schulz.

Ce monsieur, considéré, nous dit-on, comme un sérieux concurrent de la chancelière Angela Merkel, nous est présenté comme «un homme neuf aux yeux de nombreux Allemands». Et pourquoi donc de nombreux Allemands considèrent-ils M. Schulz comme un homme tout frais? Parce que, ces vingt-trois dernières années, sa carrière politique s'est déroulée presque exclusivement à Bruxelles, pardi! (*mp*)

## Droits humains bafoués

Le dénommé Nils Melzer, expert en droit international de quarante-sept ans et ancien conseiller en politique de sécurité au Département fédéral des affaires étrangères, est depuis quelques mois rapporteur spécial contre la torture pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il paraît qu'il s'agit d'un poste prestigieux. Moi, je veux bien. Il semble aussi que cette activité soit bénévole. Allons, tant mieux!

Apparemment, le dénommé Nils Melzer n'avait vu que le prestige et s'attendait à ce que la Confédération le rémunère. Or, à ce qu'on nous explique, la Suisse ne finance pas les mandats de l'ONU. Quelle incorrection!

Du coup, un communiqué *SMK/NXP*, repris par mon quotidien gratuit habituel le 16 mars, fait remarquer avec une rare pertinence: «La Suisse affirme haut et fort qu'elle lutte de toutes ses forces pour les droits humains. Mais parfois, elle se prend les pieds dans le tapis (...)». Et de citer le cas du malheureux Nils Melzer.

Pour faire bon poids, le titre de *20 minutes* gratifie les lecteurs d'un intitulé propre à leur arracher des torrents de larmes: *Rapporteur à l'ONU, chômeur en Suisse*.

L'ennui, c'est que ce personnage si fort à plaindre n'est pas chômeur, puisqu'il touche un salaire annuel de 120'000 francs plutôt confortable – mais qu'il juge minable –, pour un emploi à **temps partiel** à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève.

Que c'est beau le dévouement à la cause des droits de l'homme! (*mp*)

\*\*\*\*\*

*Le Pamphlet*  
 Case postale 998  
 1001 Lausanne  
 Courriel: [courrier@pamphlet.ch](mailto:courrier@pamphlet.ch)  
 ccp:10-25925-4  
 Rédacteur responsable: *Mariette Paschoud*  
 ISSN 1013-5057